

REPUBLIQUE DU BURUNDI
ASSEMBLEE NATIONALE
COMMISSION PERMANENTE
CHARGEE DE LA BONNE
GOUVERNANCE ET DE LA
PRIVATISATION

***RAPPORT D'INFORMATION DE LA COMMISSION
DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DE LA
PRIVATISATION SUR LES CONSULTATIONS
RELATIVES A LA PROBLEMATIQUE DE L'EAU
ET DE L'ELECTRICITE***

BUJUMBURA, JUILLET 2011



TABLE DES MATIERES

I.INTRODUCTION.....	3
II. PROBLEMATIQUE DE LA FOURNITURE DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE.....	3
III. OBJECTIF.....	4
IV.METHODOLOGIE.....	4
V. ENTRETIENS DE LA COMMISSION AVEC LES PARTENAIRES PAR RAPPORT A LA QUESTION DE LA MODIFICATION DES PRIX DE LA CONSOMMATION DE L'EAU ET DE D'ELECTRICITE.....	5
V.1. Points de vue des élus locaux et des personnes ressources utilisatrices des services de la REGIDESO	5
V.2. Points de vue de l'Association Burundaise des consommateurs (ABUCO) et les autres organisations de la Société Civile (OLUCOME, OAG, PARCEM).....	20
V.2.1.Quelques observations exprimées par les différentes organisations.....	21
V.2.2. Recommandations de différentes organisations.....	22
V.3. Points de vue du Ministre de l'Energie et des Mines ainsi que les représentants de la REGIDESO par rapport aux différentes préoccupations de la population rencontrée.....	23
V.4. Synthèse des différents entretiens et examens en Commission, de la nouvelle structure tarifaire proposée.....	25
V.4.1. Synthèse des différents entretiens.....	25



V.4.2. Le point de vue d'un économiste sur la problématique d'une révision de la grille tarifaire de l'eau et de l'électricité par la REGIDESO.....	29
V.4.3. Le point de vue de la REGIDESO.....	33
V.4.4. La nouvelle structure tarifaire proposée par la REGIDESO n'est pas une catastrophe mais une voie de sortie par rapport au problème de l'eau et de l'énergie.....	39
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION.....	42
VII. ANNEXES.....	45



I.INTRODUCTION

Le contrôle de l'action gouvernementale est l'une des pierres angulaires des activités du Parlement. Il permet de rendre l'Exécutif comptable de ses actions et d'assurer l'application efficace des politiques arrêtées par ce dernier. Aussi, devient-il quand il est mené régulièrement, efficacement et de manière satisfaisante - l'indicateur, à juste titre, de bonne gouvernance.

Ainsi, consécutivement à la séance plénière du 24 juin 2011 relative aux questions orales adressées au Ministre ayant dans ses attributions l'eau et l'électricité, et suite à la récente mesure qui avait été prise par la REGIDESO d'en ajuster les prix, Son Excellence l'Honorable Président de l'Assemblée Nationale a demandé à la Commission Permanente Chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation de suivre de près cette question combien épineuse, afin d'aider la Chambre Basse du Parlement à contribuer dans la recherche d'une solution y relative.

C'est dans ce cadre que les députés membres de la commission ci-haut citée, en dépit de peu de temps dont ils disposaient, se sont attelés à répondre à cette demande.

II.PROBLEMATIQUE DE LA FOURNITURE DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE

L'électricité produite par la REGIDESO provient presque exclusivement des centrales hydroélectriques. Or, la dernière centrale hydroélectrique a été construite en 1988. Entre temps, les villes se sont agrandies et les besoins en eau et en électricité se sont accrus, creusant ainsi de grands écarts entre la demande et l'offre de ces produits.

La promotion des secteurs secondaire et tertiaire exige donc le développement du secteur énergétique, d'où la nécessité d'investir dans ce domaine afin de satisfaire à cette demande sans cesse croissante. Il faut donc réunir les ressources nécessaires. Ces ressources peuvent être mobilisées à travers des dons ou des emprunts à des partenaires



extérieurs, qu'il faudra rembourser tôt ou tard. La REGIDESO devra donc constituer des réserves de trésorerie pour rembourser ces dettes. Le secteur privé peut aussi être mis à contribution. Toutefois, le recours aux dons ou aux emprunts à des partenaires extérieurs, ainsi que le recours au secteur privé, peuvent-ils se faire sans que la structure tarifaire ne soit adaptée aux coûts réels de ces produits aujourd'hui ?

C'est à cette question de fond que la Commission Permanente chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation de l'Assemblée Nationale a voulu donner une ébauche de réponse contribuant ainsi à proposer une solution adaptée au contexte socio-économique actuel de notre pays.

III. OBJECTIF DE CE TRAVAIL

L'objectif primordial de ces consultations était de recueillir de plus amples informations sur la problématique de l'eau et de l'électricité dans notre pays en général, et en particulier sur la récente mesure de la REGIDESO qui a trait à la nouvelle tarification de l'eau et de l'électricité, ainsi que des conséquences qui en découlent. Cela permettrait alors à l'Assemblée Nationale de donner sa contribution dans la recherche d'une solution adéquate à ce problème.

IV. METHODOLOGIE SUIVIE

Pour mener à bien ce travail, la Commission Permanente chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation a organisé une série de rencontres pour comprendre le problème posé.

Ces rencontres ont visé les catégories de personnes ou d'associations suivantes :

- Les élus locaux ainsi que les personnes ressources utilisatrices des services de la REGIDESO ;
- L'Association burundaise des consommateurs (ABUCO) et les autres organisations de la Société Civile (OLUCOME, OAG, PARCEM) ;



- Le Ministre de l'Energie et des Mines ainsi que les représentants de la REGIDESO ;
- Un économiste/consultant qui a travaillé sur la problématique de l'énergie dans notre pays.

Ensuite, la commission a fait un travail approfondi de traitement croisé des différentes données pour élaborer les conclusions et recommandations jugées nécessaires.

V. ENTRETIENS DE LA COMMISSION AVEC LES PARTENAIRES PAR RAPPORT A LA QUESTION DE LA MODIFICATION DES PRIX DE LA CONSOMMATION DE L'EAU ET DE L'ELECTICITE

Dans le souci de comprendre la question de la nouvelle tarification, nous avons d'abord rencontré les personnes ressources : les membres des conseils communaux, les représentants des coiffeurs, des meuniers, des menuisiers, de soudeurs, des producteurs d'huile de palme, des contractants privés des bornes fontaines publiques, des représentants des associations de Gitega, Rumonge et Bujumbura-Mairie. Puis, nous nous sommes tournés vers les organisations de la société civile qui avaient réagi, les premières, à ladite mesure.

V.1. Points de vue des élus locaux et des personnes ressources utilisatrices des services de la REGIDESO.

➤ Dans la commune de Gitega :

Ces personnes ont d'abord constaté à l'unanimité que la REGIDESO doit revoir sa méthode de travail et améliorer la qualité de ses services pour ses clients. Puis, ils ont relevé quelques manquements, vis-à-vis de la REGIDESO, liés notamment :

- aux multiples erreurs de factures colossales qui ne reflètent pas la réalité ;
- à l'extension de la ville qui ne va pas parallèlement avec celle de l'eau et de l'électricité ;

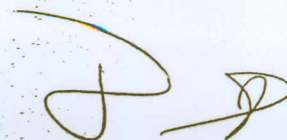


- aux malversations commises par certains agents de la REGIDESO pour l'un ou l'autre service rendu ;
- au fonctionnement de la REGIDESO car à Nyamugari, il y a une ONG allemande qui voulait approvisionner la population en eau et en électricité mais qui s'est vue bloquée par cette entreprise ;
- au recouvrement de l'argent qui a été remboursé aux clients de Bujumbura, suite à la révision de la mesure d'augmenter les prix d'eau et d'électricité, mais qui ne l'a pas été à Gitega ;
- à l'éclairage public quasi-inexistant dans tous les quartiers, ce qui favorise le banditisme ;
- à l'inexistence du système Cash-power ;
- aux personnes qui viennent de passer environ 7 ans sans électricité alors qu'elles ont déjà régularisé tout le nécessaire y afférant.

Des doléances de la commune Gitega ont été aussi exprimées.

Après avoir longuement échangé sur ces problèmes, les participants à cette rencontre ont demandé à l'endroit de la REGIDESO de :

- présenter son plan d'action tous les 5 ans ;
- afficher les grilles tarifaires comme dans les magasins (prix d'un kilowatttheure)
- faire sortir les factures à temps (par mois) et amener le système Cash-power là où il n'existe pas ;
- présenter et publier les bilans pour montrer aux clients sa situation financière et ainsi fixer les prix, en cas de besoin, de commun accord avec ses partenaires influents ;

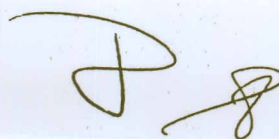
- revoir impérativement et définitivement la qualité de ses services en vue de les rendre meilleurs qu'ils ne le sont ;
- fournir l'eau et l'électricité au maximum de ménages possibles y compris ceux de la campagne ;
- faire des relevés avec index ;
- éviter les cas de malversations observés chez son personnel, ici et là ;
- supprimer les charges fixes ;
- distinguer son travail de celui de la Direction Générale de l'Hydraulique et de l'Energie Rurale (DGHER) puisque celle – ci se voit lésée, quant à la collaboration avec la REGIDESO à NYABUTUTSI RURAL ;
- éclairer les quartiers qui ne le sont pas pour aider à contrer les voleurs ;
- multiplier les ampoules à économie d'énergie ;
- rembourser aux clients de Gitega l'argent qu'ils avaient payé suite à la mesure d'augmenter les prix d'eau et d'électricité, puisque ceux de Bujumbura l'ont déjà récupéré ;
- supprimer les frais d'équipement sur les factures ;
- Faire le délestage de l'eau et de l'électricité à défaut de les fournir en suffisance et en permanence ;
- Recourir aux autres sources d'énergie, notamment solaire à l'exemple de l'ONG « GTZ » à Nyabututsi rural



➤ ***Dans la commune de Rumonge***

A l'issue des échanges, les participants ont pu émettre leurs avis et considérations:

- la mesure d'augmenter les prix de l'eau et de l'électricité par la REGIDESO serait bonne si elle était accompagnée de l'augmentation des salaires des fonctionnaires de l'Etat ;
- les conséquences de cette mesure sont néfastes et prévisibles entre autre l'impact sur l'environnement, la déforestation (recours au bois de chauffage pour la cuisson), les maladies dues au manque d'hygiène du fait que les populations feront recours au puisage de l'eau dans les puits ;
- l'introduction du cash power dans les systèmes de la REGIDESO est une bonne innovation, très louable car certains agents de la REGIDESO seraient à la base de la falsification des documents de la REGIDESO. Cette innovation est à encourager du fait qu'elle pallierait aux irrégularités enregistrées dans cette institution ;
- l'accueil des clients par les agents de la REGIDESO accuse une antipathie notoire. C'est un casse tête du fait qu'on peut passer une année d'attente sans qu'on soit servi en compteur ou autre matériel ;
- l'accueil est médiocre contrairement aux autres institutions commerciales ;
- certains habitants de Rumonge estiment que cette mesure est discriminatoire. Beaucoup de bureaux à caractère public ne sont pas électrifiés ;
- les tuyaux de raccordement sont quelque fois payés par les demandeurs de l'eau alors que la REGIDESO devrait s'en charger ;



- ils se demandent pourquoi la REGIDESO ne publie jamais son chiffre d'affaire comme d'autres institutions à vocation commerciale mais se contente de revoir à la hausse les prix de l'eau et de l'électricité. Ils signalent que ces biens sont à la base du tout développement intégral ;
- contrairement à ce que le Ministre ayant dans ses attributions l'eau et l'électricité avait annoncé, l'augmentation de ces prix se répercute négativement sur l'économie si minime du bas peuple (soudure, salon de coiffure, production de l'huile de palme ...) ;
- ils déplorent la sourde oreille qui se manifeste en cas de nécessité de réparation d'une panne constatée et se demandent où va l'argent payé trimestriellement par les bénéficiaires ;
- l'eau de Rumonge contient des ions jaunâtres qui pourraient être du Fer (II). Ces ions sont très nuisibles à la vie de l'homme pour leur caractère chimique non biodégradable une fois consommés ;
- les clients de la REGIDESO se lamentent en disant qu'on leur sert des compteurs vieux qui seraient, paraît-il, déclassés ou hors usage ici à Bujumbura ;
- l'équité et la transparence dans l'octroi des compteurs ou autre matériel de la REGIDESO aux demandeurs laissent à désirer. Par ailleurs, cela pourrait être à l'origine des rumeurs selon lesquelles la corruption dans ce domaine se taille la part du lion ;
- puisque l'ex- chef d'antenne de la REGIDESO à Rumonge avait été destitué de ses fonctions suite à la corruption, les participants ont demandé que son dossier soit ouvert en justice afin qu'il puisse restituer l'argent dilapidé de la population ;

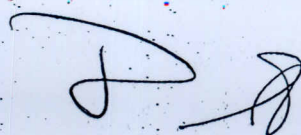


pour le raccordement en eau dépassant 40m, ce sont les bénéficiaires qui s'en chargent. Pour ce, les clients formulent une requête d'en augmenter jusqu'à une longueur raisonnable pouvant répondre au moins à 80% des soucis des demandeurs ;

les arriérés que la REGIDESO totalise suscitent des incompréhensions à travers les clients du fait que lors de leur calcul, ces clients ne sont ni associés ni informés par avance ;

les populations avancent que la montée des prix de l'eau n'est pas explicable du fait que c'est le Comité International de la Croix Rouge (CICR) qui a aidé pour l'adduction d'eau à RUMONGE. Ils réclament la gratuité de ce produit ;

- les coupons qu'on laissait aux clients après le relevé des index ne sont plus attribués actuellement alors qu'ils indiquaient clairement la facture ultérieure ;
- l'intensité n'est pas suffisante de sorte que dans certaines maisons il y a des appareils qu'on ne peut plus brancher au courant électrique de peur de les abîmer.
- le risque sanitaire potentiel à Rumonge, c'est bel et bien la pollution de l'eau. Sur ce, la population demande une expertise sur cette eau. Une fois des éléments nuisibles à la santé de l'homme seraient découverts, les participants ont demandé d'être indemnisés ;
- Le cash power, une fois distribué à grande échelle, diminuerait des fraudes enregistrées à la REGIDESO ;
- les participants voulaient savoir si l'augmentation de ces prix aurait tenu compte du pouvoir d'achat du citoyen. Il faut que l'Etat mette des fonds pour que les prix de l'eau et de l'électricité n'augmentent pas ;



- Ils déplorent l'attente prolongée après une demande d'un compteur ou autre matériel.

Ainsi, la population de Rumonge demande d'être approvisionnée en eau potable puisque celle qu'elle consomme jusqu'à présent contient des ions (fer II).

➤ *Dans les communes de Musaga et Buyenzi*

Dans toutes les deux communes, les personnes rencontrées ont participé très activement. Après de longs échanges sur cette question, il en découle ce qui suit :

ceux qui disposent d'électricité déplorent le fait que le système de délestage favorise les malfaiteurs qui profitent de l'obscurité pour accomplir leurs sales besognes. Il faut noter aussi que les coupures de courant intempestives causent des dégâts énormes dans les ménages. Ainsi demandent-ils que l'électricité soit fournie en permanence.

Quant à la hausse du prix, beaucoup d'intervenants ont souhaité que les prix restent inchangés mais après avoir suivi les explications des Honorables Députés, ils ont fini par comprendre en proposant que la hausse soit faite en tenant compte du pouvoir d'achat du citoyen burundais dont le salaire reste maigre.

En ce qui concerne l'eau :

La plupart des habitants de ces communes ne disposent pas d'eau potable dans leurs ménages. En effet, ils cherchent de l'eau dans les rares bornes fontaines publiques moyennant paiement de 10 Fbu le bidon de 20l.

Il ne faut pas oublier ici qu'il y'en a qui payent même 500 Fbu, tout dépend de l'emplacement de la source d'eau par rapport à l'habitation.




Ceux qui ne sont approvisionnés ni en eau ni en électricité n'ont qu'un seul souhait, celui d'être servi comme les autres.

Quant au système cash power, dans ces deux communes, les intervenants ont salué l'instauration de ce système qui a beaucoup résolu les tracasseries des relevés des compteurs. Néanmoins, ils déplorent le fait que ces compteurs sont installés sans disjoncteurs, ce qui cause des dégâts énormes aussi bien dans les ménages que dans les établissements publics.

En commune Buyenzi, ces compteurs sont installés sur les poteaux électriques à une hauteur accessible seulement par les agents de la REGIDESO. Par conséquent, en cas de problème, ils sont obligés d'aller demander l'intervention des agents de la REGIDESO dont l'accueil devient de plus en plus médiocre. Etant donné que ces agents ont leurs bureaux à l'avenue du large, il en résulte que le service demandé, une fois assuré coûte énormément cher.

Concernant les ampoules à basse consommation échangées contre les anciennes, toutes les personnes rencontrées ont soulevé l'information selon laquelle elles seraient distribuées gratuitement. Elles ont par la suite émis le souhait de pouvoir s'en procurer sur le marché car les trois ampoules échangées s'avèrent quasiment insuffisantes.

Aussi, ces communes souhaitent-elles de la REGIDESO de :

- Rehausser les prix d'eau et d'électricité dans les limites du pouvoir d'achat du citoyen burundais ;
- Servir ces denrées en permanence ;
- Accorder les compteurs d'eau et d'électricité moyennant paiement progressif ;
- Multiplier les descentes sur terrain ;



- Faire les relevés d'eau chaque mois pour éviter de lourdes factures difficiles à payer ;
- Améliorer la qualité d'accueil digne d'une société commerciale ;
- Décentraliser la REGIDESO par l'ouverture des agences quartier par quartier ;
- Démonopoliser la REGIDESO comme étant la seule institution capable de fournir l'eau et l'électricité et permettre la concurrence avec d'autres sociétés ;
- Faire des études visant l'utilisation de l'énergie solaire ;
- Séparer la gestion de l'eau de celle de l'électricité.

➤ ***Dans les communes Buterere et Kinama***

Pour la population de la Commune KINAMA, la mesure récente prise par la REGIDESO d'augmenter les prix d'eau et d'électricité est étonnante car :

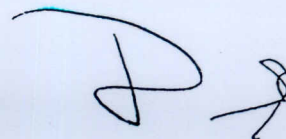
- cela a été décidé subitement, et on n'a pas tenu compte des conditions de vie de la population;
- tous les prix des denrées de première nécessité augmentent et la population est incapable de satisfaire les besoins primaires ;
- rehausser les prix de l'eau et de l'électricité n'a pas de raison d'être car la Belgique a donné une contribution dans ce sens et la Banque Mondiale avait un projet de construire des robinets publics partout où on n'en a pas;



- les hautes personnalités, les infrastructures de l'Etat, les grandes entreprises, les écoles ne paient pas l'eau et l'électricité alors que cela couvre des consommations en eau et en électricité énormes ;
- il y a coupure de courant tout le temps et on ne voit pas comment on augmente le tarif alors que ceux qui utilisent les moulins, les machines à souder travaillent à perte ;
- il y a les frais de charges qu'on prélève sur l'électricité pour une contribution de l'entretien du matériel utilisé par la REGIDESO ;
- 60% du budget de la REGIDESO est affecté aux salaires et missions alors qu'il devrait y avoir des projets de développement du fonctionnement de la REGIDESO ;
- il y a des groupements de gens capables de s'acheter de l'eau et de l'électricité qui n'en ont pas l'opportunité et la REGIDESO devrait en tenir compte.

La population de la Commune BUTERERE :

- voudrait rencontrer les Députés élus dans la Mairie de Bujumbura en premier car ils sont au courant de tous ces problèmes ;
- aimerait qu'on le diffuse sur les radios et dans les journaux comme « Ikiyago c'Inama Nshingamateka » avant d'effectuer de telles descentes ;
- s'étonne de voir la hausse subite de la facture de l'eau et de l'électricité, une mesure venue très subitement sans que la population en soit avisée et c'est à abolir car cela engendre l'augmentation des prix des autres produits alimentaires ;
- n'a que trois quartiers qui sont éclairés et cela pousse les gens à aller dans d'autres communes pour travailler là où on utilise de l'électricité ;

- constate que c'est la commune oubliée parmi les 13 Communes de la Mairie de BUJUMBURA en matière d'eau et d'électricité ;
- a 19 robinets mais parmi ceux -là certains d'entre eux sont fermés par la REGIDESO et ils sont nombreux ;
- a des eaux usées qui devraient être évacuées vers la forêt de RUKOKO car elles sont sources de beaucoup de maladies ;
- n'a pas d'électricité au siège de la Commune, dans les centres de santé, dans les écoles, ce qui occasionne beaucoup de difficultés dans le travail administratif ;
- constate l'injustice quant à l'octroi de l'eau et de l'électricité car il y a les plus favorisés et d'autres qui ne le sont pas ;
- est prête à contribuer, si la REGIDESO le demande, mais il faut l'aviser et sensibiliser la population à l'avance ;
- voit que le Ministre de l'énergie et des mines fait le contraire de ce qui a été ordonné par Son Excellence le Président de la République quant à l'octroi de l'électricité dans tous les quartiers de cette commune ;
- aimerait donner une caution qui est à sa hauteur et rembourser petit à petit les factures de la REGIDESO comme on le faisait avant ;
- ne comprend pas pourquoi les factures de l'eau augmentent alors que le Lac Tanganyika est tout près pour alimenter la population de BUJUMBURA et ailleurs;



Les participants des communes Buterere et Kinama proposent à la REGIDESO de :

- construire des barrages car le Burundi a beaucoup de rivières qui peuvent couvrir de 1500-1700 Mégawatts au lieu de 33 Mégawatts seulement qu'on a et on peut même exporter l'électricité dans les autres pays ;
- sensibiliser la population avant de rehausser les prix de l'eau et de l'électricité, sensibiliser la population et demander son avis ;
- donner de l'eau et de l'électricité en premier lieu dans les quartiers où il y a de l'insécurité causée par l'obscurité ;
- restructurer ses services pour un bon rendement ;
- ne pas fermer les robinets alors que l'eau est la base de l'hygiène, il faut plutôt installer les compteurs et responsabiliser les Chefs des quartiers dans les plus brefs délais ;
- donner l'eau et l'électricité par ordre de priorité car on constate souvent des anticipations en faveur des quartiers qui abritent les hautes personnalités ;
- mettre les tuyaux au bord des routes pour faciliter l'acquisition de l'eau potable au bon nombre de gens ;
- prélever les montants quand la population est informée et faire un suivi-évaluation de cette contribution en vue d'un développement remarquable dans ce secteur ;
- imiter l'ONATEL pour ce qui est de la vente du CASH POWER en décentralisant la vente des unités ;



- octroyer dans les plus brefs délais l'eau et l'électricité aux anciens quartiers comme KANGA, BUKIRASAZI II, CARAMA, BURURI, MUBONE ;
- prévoir d'autres sources d'énergie aussi longtemps qu'on n'a pas encore construit d'autres barrages ;
- multiplier les ampoules à faible consommation et les vendre dans les différents quartiers ;
- faire un feedback à la population quand elle a soumis de telles doléances.

➤ ***Dans les communes Ngagara et Kamenge***

Commune KAMENGE :

- Un bidon d'eau de 20 litres s'achète dix francs Bu alors que le Ministre de l'Energie et des Mines, lors de la séance plénière du 24 juin 2011 relative aux questions orales lui adressées, avait annoncé qu'il coûte six francs Bu.
- Toutes les couches de la population qui s'approvisionnent en eau potable auprès de ces bornes fontaines publiques semblent être satisfaites des prestations offertes par les services vendeurs de cette eau.
- Chez les propriétaires des maisons, un bidon d'eau de 20 litres tourne autour de 30 à 50 francs Bu.
- L'existence des bornes fontaines publiques, dont la gestion devrait être assurée par les contractants privés, sont sous la responsabilité de la REGIDESO et connaissent des problèmes : les robinets sont en mauvais état et l'eau coule sans arrêt du matin au soir ; raison




pour laquelle la population s'en approvisionne gratuitement. Dans certains quartiers, le tarif varie selon que le demandeur est pressé ou non.

Les élus locaux de la commune Kamenge demandent :

❖ **Au Gouvernement :**

- de faire en sorte qu'un bidon d'eau de 20 litres soit vendu à six francs conformément à la déclaration du Ministre ayant dans ses attributions l'eau et l'électricité.
- de mettre en place une politique visant à accorder des facilités de crédits en eau et électricité à l'endroit de la population ;
- de catégoriser les gens selon leur rang social et de faire en sorte que « les plus riches supportent les plus pauvres » lors de la révision tarifaire des prix de la consommation de l'eau et de l'électricité.

❖ **A la REGIDESO:**

- de lever la mesure visant la gratuité en eau et électricité à l'endroit de ses cadres et agents ; ou à défaut de fixer un quota minimum limité pour ces mêmes cadres et agents ;
- de multiplier les bornes fontaines publiques dans tous les quartiers;
- d'installer les disjoncteurs sur les compteurs cash power en vue d'éviter les court circuits ;
- de créer et de multiplier les centres d'achat des ampoules à faible consommation car elles coûtent trop cher chez les privés ;



- d'octroyer, aux propriétaires des maisons, des clés des compteurs ; lesquelles clés sont directement vendues aux marchés par les techniciens de la REGIDESO ;
- de multiplier les centres d'achat des unités destinées aux compteurs cash-power et de travailler 24 heures sur 24 ;
- de créer un service chargé des bornes fontaines publiques pour faciliter le recouvrement mensuel ;
- de redistribuer, à leurs propriétaires, des fusibles et disjoncteurs que les techniciens de la REGIDESO ont récupérés au moment du remplacement des anciens compteurs ;
- d'élaborer un programme hebdomadaire en rapport avec les délestages du courant électrique qui est source d'endommagement de leurs appareils électriques ;
- d'instaurer le système cash-power sur les compteurs d'eau.
- d'expliquer les termes « redevance » et « location » figurant toujours sur les factures ;
- de donner des éclaircissements sur la variation du nombre des KWH à offrir à un client pour un même montant.

Commune NGAGARA :

Dans cette commune, les élus locaux ont émis des recommandations tant à l'endroit de la REGIDESO qu'à l'endroit du Gouvernement.

A l'endroit de la REGIDESO :

- renoncer aux gratuités qui causent un manque à gagner pour la trésorerie de cette entreprise ;



- continuer à redistribuer des ampoules à faible consommation en allant au-delà de 3 ampoules étant donné que les gens sont prêts à payer pourvu que la facture soit accessible. Ainsi, la consommation de l'électricité pourrait diminuer donnant ainsi la possibilité à la REGIDESO de servir plus de monde ;
- instruire ses agents pour qu'ils ne retirent pas les fusibles étant donné que l'installation du cash power pour l'électricité est souvent accompagnée du retrait de ces mêmes fusibles, ce qui, dans certains cas, occasionne des incendies.

Au Gouvernement de :

- procéder au recouvrement des détournements des deniers publics car ce sont des milliards qui pourraient être utilisés dans le secteur de l'eau et de l'électricité ;
- chercher les partenaires potentiels capables de financer le secteur d'eau et d'électricité au lieu de rehausser les prix dans ce secteur ;
- renoncer à la mesure visant à rehausser les prix d'eau et d'électricité en attendant que le pouvoir d'achat de la population s'améliore.

V.2. Points de vue de l'Association Burundaise des consommateurs (ABUCO) et des autres organisations de la Société Civile (OLUCOME, OAG, PARCEM)

L'ABUCO et les autres organisations de la Société Civile estiment que la vie coûte cher aujourd'hui suite à la montée des prix de presque tous les produits.




L'exemple le plus éloquent serait, d'après ces associations, celui du carburant dont le prix a été revu à la hausse plusieurs fois depuis le début de cette année. Etant donné que les produits pétroliers influent sur les prix des autres produits car se répercutant sur leur transport, leurs prix ont aussi augmenté.

La mesure relative à la hausse des prix de l'eau et de l'électricité proposée par la REGIDESO viendrait donc empirer cette situation dans laquelle se trouvent déjà les consommateurs.

Elle pourrait générer, de leur point de vue, des conséquences au niveau des prix de certains services ou des petites activités génératrices de revenus utilisant l'électricité comme la soudure, les moulins, les salons de coiffure, etc.

Par ailleurs, avec la montée du prix de l'électricité, les petits métiers dont l'exercice exige l'utilisation de l'électricité risqueraient, selon lesdites associations, de s'essouffler (atelier de soudure, salon de coiffure...). Et si les opérateurs du secteur informel augmentent les prix, cela se ferait sur le dos du consommateur dont les revenus n'augmentent plus.

Du point de vue des associations de la société civile, il s'avère donc que la montée des prix proposée par la REGIDESO est purement et simplement inopportune. Elle risquerait de créer un grave malaise social et économique dont les retombées pourraient avoir des répercussions très graves.

V.2.1. Quelques observations exprimées par les différentes organisations

Le contexte socio-économique actuel tel qu'explicitement décrit ci-dessus, a poussé les organisations de la société civile à émettre quelques observations qui sont les suivantes :

- la mesure de revoir à la hausse les prix de l'eau et de l'électricité n'est pas la meilleure pour résoudre les problèmes de la REGIDESO. Elle risque d'être contre productive.




- la REGIDESO a pris une mesure de hausser les prix de l'eau et de l'électricité de façon excessive au détriment des consommateurs.
- vu les conditions socio-économiques dans lesquelles se trouvent actuellement les consommateurs, ces derniers sont incapables de supporter les nouveaux prix de l'eau et de l'électricité.
- certains hauts cadres du pays ne paient pas l'IPR qui pourrait réguler la situation ainsi que l'eau et l'électricité.

V.2.2. Recommandations des différentes organisations

La REGIDESO se trouve devant un problème crucial. Mais ces organisations de la société civile (ABUCO, OLUCOME, PARCEM et OAG) considèrent que le contexte socio-économique actuel n'est pas propice pour revoir à la hausse les prix de l'eau et d'électricité. Les raisons ci-haut évoquées poussent ces organisations à émettre plutôt les recommandations suivantes :

à l'Assemblée Nationale de :

- ordonner à la REGIDESO de faire un audit externe organisationnel dans les meilleurs délais pour l'aider à résoudre les problèmes internes afin d'assurer une meilleure gestion;
- mener une enquête parlementaire sur la gestion de la REGIDESO ;
- demander à la REGIDESO un plan de développement et d'investissement à moyen et long termes avec des indicateurs de performance et une budgétisation y relative;
- ordonner le recouvrement immédiat des impayés et les réinvestir dans l'extension du réseau de distribution de l'eau et de l'électricité ;
- exiger une étude de détection des pertes en eau et électricité pour appréhender les clients coupables de vol de ces produits;




- demander au Gouvernement de recourir au crédit ou dons pour parer au problème de la REGIDESO ;
- ne recourir à la hausse des prix de l'eau et électricité qu'après avoir résolu les problèmes ci-haut cités liés à la gestion de la REGIDESO et de manière non exagérée ;
- exiger que tous les hauts fonctionnaires payent l'IPR, l'eau et l'électricité comme les autres fonctionnaires.
- demander au Gouvernement d'initier un vaste programme de promotion de l'énergie solaire et éolienne ;
- exiger de la REGIDESO de proposer un taux annuel d'accroissement de son offre de services aux clients ;
- demander au Gouvernement en général et à la REGIDESO en particulier d'initier un système de communication pour que les citoyens soient toujours informés sur l'état des lieux sur les réalisations et les perspectives afin d'avoir une information fiable.

V.3. Points de vue du Ministre de l'Energie et des Mines ainsi que les Représentants de la REGIDESO par rapport aux différentes préoccupations de la population rencontrée.

En rencontrant le Ministre de l'Energie et des Mines ainsi que les Représentants de la REGIDESO, les membres de la Commission voulaient leur présenter les doléances et les recommandations issues des rencontres déjà effectuées et s'enquérir des réponses aux utilisateurs des services de la REGIDESO. Les doléances et les recommandations examinées sont liées principalement à la gestion et au fonctionnement de cette entreprise (la REGIDESO).



Ainsi, la hausse des prix de l'eau et de l'électricité, la distribution des ampoules à faible consommation, les clés des compteurs volés par les agents de la REGIDESO et d'autres outils d'équipement, en complicité avec ceux-ci, la décentralisation des services qui vendent des unités cash-power et l'extension de celui-ci, les incendies liés à son installation sans disjoncteurs, les bornes fontaines publiques dont les factures viennent tardivement, le plan de délestage, le crédit en eau et en électricité, la collaboration DGHER-REGIDESO et les ONG qui opèrent dans le domaine de l'eau et d'électricité, telles sont les questions sur lesquelles les honorables députés se sont entretenus avec le Ministre de l'Energie et des Mines ainsi que les représentants de la REGIDESO :

- ❖ En ce qui concerne la distribution des ampoules à faible consommation, les représentants de la REGIDESO ont précisé qu'elles ont été données par la Banque Mondiale en nombre limité, mais que la REGIDESO va essayer de les multiplier et en faciliter l'achat dans l'intérêt de celle-ci et de ses clients.
- ❖ Pour les compteurs et les divers objets d'équipement volés par les agents de la REGIDESO, le Directeur Général de cette entreprise a précisé que le port du badge par chaque agent travailleur amènera le client à identifier la personne et pourra la dénoncer facilement. Il a promis d'endiguer de tels cas de vols.
- ❖ Une détection des pertes en eau et électricité est déjà entamée avec les gros industriels comme la BRARUDI et l'ABATTOIR pour déterminer les fuites
- ❖ Les services de vente des unités cash - power pourront être décentralisés. Néanmoins, les services publics dont le recouvrement des impayés reste problématique seront servis les premiers et les autres devront en attendre la multiplication.
- ❖ Quant aux incendies constatés ici et là, ce n'est pas avec l'introduction du système cash- power comme le pensent certains clients. Les causes pourraient être multiples d'après les représentants de la REGIDESO. Ils ont promis de se pencher sur la question des disjoncteurs, tout en précisant que la REGIDESO n'est responsable que jusqu'à l'installation du compteur.




- ❖ Les questions des factures sur les bornes fontaines et de délestage seront réglées prochainement.
- ❖ Les crédits en rapport avec le raccordement de l'eau et de l'électricité sont possibles, et la REGIDESO va s'y pencher techniquement.
- ❖ Pour les tâches allouées à la DGHER comme à la REGIDESO, il a été précisé que la première s'occupe du milieu rural, tandis que la dernière opère, dans les milieux urbains, mais elle pourrait agrandir son champ de travail même dans les campagnes, surtout que la DGHER vend de l'eau qui lui a été donnée par la REGIDESO.
- ❖ Le Ministre de l'énergie et des mines a promis de faire l'état des lieux, non seulement de la REGIDESO, mais aussi et surtout de l'énergie en général. Aussi, a-t-il accepté de montrer l'état de la demande de l'énergie à court, à moyen et à long termes, d'en montrer le programme de relance de l'énergie alternative et d'en assurer la maintenance, notamment pour les microcentrales.
- ❖ La REGIDESO va elle-même gérer les compteurs électriques se trouvant sur les poteaux à Buyenzi, lesquels compteurs étaient jadis sous le contrôle de la Mairie.
- ❖ La REGIDESO demande qu'il y ait une autorité de régulation qui verrait si cette entreprise travaille à perte ou pas.

V.4. Synthèse des différents entretiens et examen en Commission de la nouvelle structure tarifaire proposée

V.4.1. Synthèse des différents entretiens.

La Commission a constaté qu'il y a des similitudes et des complémentarités au niveau des préoccupations exprimées par des utilisateurs des services de la REGIDESO et par la Société Civile. Ces préoccupations, nous les avons regroupées dans le tableau ci-dessous en mettant en parallèle les réponses données lors des entretiens avec le



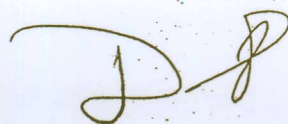

Ministre de l'Energie et des Mines ainsi que les représentants de la REGIDESO.

Les préoccupations des bénéficiaires des services de la REGIDESO et celle de la Société Civile	Les réponses du Ministre et des représentants de la REGIDESO
1. Ordonner à la REGIDESO de faire un audit externe organisationnel dans les meilleurs délais pour l'aider à résoudre les problèmes internes afin d'assurer une meilleure gestion	La préoccupation trouve sa réponse dans le plan d'action du Gouvernement pour l'exercice 2011 présenté à l'Assemblée Nationale en avril 2011. Il est prévu une réforme/restructuration de la REGIDESO.
2. Mener une enquête parlementaire sur la gestion de la REGIDESO ;	L'enquête a été acceptée
3. Demander à la REGIDESO un plan de développement et d'investissement à moyen et à long termes avec des indicateurs de performance et une budgétisation y relative;	Les représentants de la REGIDESO ont accepté.
4. Ordonner le recouvrement immédiat des impayés et les réinvestir dans l'extension du réseau de distribution de l'eau et de l'électricité ;	Accepté
5. Faire une étude de détection des pertes en eau et électricité pour appréhender les clients coupables de vol de ces produits;	Etude en cours (cas de la BRARUDI et de l'Abattoir)
6. De demander au Gouvernement de recourir au crédit ou dons pour parer aux problèmes de la REGIDESO ;	Accepté mais les crédits devront être payés tôt ou tard
7. Faire en sorte que tous les hauts fonctionnaires payent l'IPR, l'eau et l'électricité comme les autres fonctionnaires	Cette revendication n'est pas fondée. Seuls les agents de la REGIDESO bénéficient de cet avantage.




8. Demander au Gouvernement d'initier un vaste programme de promotion de l'énergie solaire et éolienne ;	Trop cher pour le gouvernement, mais celui-ci peut recourir aux dons. L'étude y relative est très avancée au niveau de l'utilisation de la tourbe
9. Demander à la REGIDESO de proposer un taux annuel d'accroissement de son offre de services aux clients	Accepté
10. Demander au Gouvernement en général et à la REGIDESO en particulier d'initier un système de communication pour que les citoyens soient toujours informés sur l'état des lieux sur les réalisations et les perspectives afin d'avoir une information fiable.	Accepté
11. Installer des disjoncteurs sur les compteurs cash power en vue d'éviter les courts circuit	La REGIDESO n'est responsable que jusqu'à l'installation du compteur. Le reste est géré par le propriétaire de la maison
12. Créer et multiplier des centres d'achat des ampoules économiques	On a distribué 3 ampoules par ménage. On pourra en faciliter l'achat en proposant de supprimer la TVA sur ce produit. Par ailleurs, la Direction de la REGIDESO a décidé de distribuer autant de lampes à basse consommation (LBC) dont les ménages ont besoin.
13. Octroyer à l'endroit des propriétaires des maisons, des clés des compteurs ; lesquels clés sont directement vendus aux marchés par les techniciens de la REGIDESO	Pour toutes les erreurs commises par le personnel (cas individuel), un badge sera exigé pour tout service rendu, ce qui permettra d'identifier l'agent responsable
14. La multiplication des centres d'achat des unités destinées aux compteurs cash-power et de travailler 24 heures sur 24	L'étude est en cours

15. La création d'un service chargé des bornes fontaines publiques pour faciliter le recouvrement mensuel	Organiser des descentes pour le recouvrement.
16. La redistribution, à leurs propriétaires, des fusibles et disjoncteurs que les techniciens de la REGIDESO ont récupérés au moment du remplacement des anciens compteurs	La redistribution n'est pas nécessaire. Le compteur « cash power » en possède.
17. L'élaboration d'un programme hebdomadaire en rapport avec les délestages du courant électrique qui est source d'endommagement de leurs appareils électriques	Accepté. Ce programme pourra même être publié et affiché dans plusieurs localités. Une note y relative est déjà préparée
18. L'instauration du système de cash-power sur les compteurs d'eau.	Le projet est en cours de préparation en Mairie de Bujumbura.
19. Avoir de plus amples informations sinon explications des termes « Redevance » et « Location » figurant toujours sur les factures	Accepté. La façon de confectionner les factures pourrait être modifiée. .
20. Avoir des éclaircissements sur la variation du nombre des KWH à offrir à un client pour un même montant	Accepté
21. Mettre en place une politique visant à accorder des facilités de crédits en eau et électricité à l'endroit de la population	Possible
22. Catégoriser les gens selon leur rang social et de faire en sorte que « les plus riches supportent les plus pas	Cela a été fait avec la nouvelle tarification

23. Fixer un quota raisonnable pour la consommation en eau et l'électricité pour les agents de la REGIDESO	Accepté pour une justice sociale. Tous sont des agents de la REGIDESO.
------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------

A travers les préoccupations exprimées par les personnes rencontrées, des préoccupations qui pour la plupart trouvent des réponses chez le Ministre de l'Énergie et des Mines, ainsi que chez les Représentants de la REGIDESO, force est de constater que, dans l'ensemble, la société civile, notamment, rejette globalement l'idée d'une nouvelle tarification.

Elle demande au Gouvernement de trouver des solutions ailleurs pour augmenter la production de l'eau et de l'électricité. Elle demande au Gouvernement d'assainir avant tout la REGIDESO.

Mais la commission, au regard de la problématique liée à la fourniture de l'eau et de l'électricité, dans notre pays, n'en est pas restée à ce souhait de la Société Civile qui ne tient nullement compte du fait que la structure tarifaire de ces produits pourrait ne plus être adaptée aux coûts réels aujourd'hui et devrait donc être modifiée.

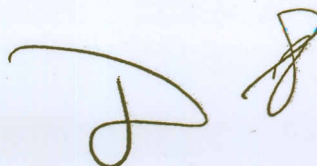
A ce sujet, et pour être mieux éclairée, la Commission a requis le point de vue d'un économiste sur cette question.

V.4.2. Le point de vue d'un économiste* sur la problématique d'une révision de la grille tarifaire de l'eau et de l'électricité par la REGIDESO.

Ce point de vue très éclairant est repris quasiment in extenso ci-dessous :

« Il y a quelque temps, la REGIDESO a revu à la hausse les tarifs de l'eau et de l'électricité. Cette mesure a soulevé un tollé de protestations de la part des clients de la REGIDESO qui estimaient que la hausse

* Il s'agit d'Ignace RANGURA qui est économiste/consultant et cadre à la Cour des Comptes. Il a été notamment consultant dans le cadre des consultations sectorielles en vue de l'élaboration du cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté de deuxième génération (CSLP II) – Secteur Énergie et Mines

n'était pas justifiée notamment en raison du niveau de pauvreté de la population. Dans pareille situation, une analyse objective doit étudier soigneusement les conditions d'offre et de demande des produits en question par rapport aux attentes légitimes de la population et de l'Etat face à ce secteur. Il s'avère également important d'évaluer les conséquences plausibles du maintien de statu quo au regard des objectifs assignés au secteur dans les plans et programmes de développement et de lutte contre la pauvreté.

La population attend du secteur de l'eau et de l'énergie une contribution significative à la lutte contre la pauvreté. L'accès à l'eau potable est une condition nécessaire dans la promotion de l'hygiène corporelle et vestimentaire ainsi que dans la lutte contre les maladies des mains sales. Sans accès à l'eau potable, il n'est pas possible de promouvoir la bonne santé. Pour sa part, l'accès à l'énergie électrique est une condition sine qua non pour la stimulation de la croissance économique à travers la mise en œuvre des activités génératrices de revenus variées mais aussi de promotion d'un habitat décent. C'est aussi un moyen indispensable pour le travail à domicile pour les écoliers, les élèves et les étudiants.

Les décideurs ont tenu compte de ces attentes de la population en plaçant ces secteurs dans les premières priorités dans les principaux instruments de planification. C'est ainsi que la vision « Burundi 2025 » estime que la lutte contre la pauvreté passera par la promotion d'une croissance économique élevée (10% par an) et qui passera principalement par les secteurs secondaire (Industrie et artisanat) et tertiaire (les services). Ce vœu ne peut pas se réaliser sans une augmentation substantielle de l'accès à l'eau potable et à l'énergie.

L'analyse des conditions d'offre et de demande montre qu'il y a un grand écart qui s'est progressivement creusé suite au fait qu'aucune centrale hydro-électrique n'a été construite depuis 1988, année de mise en fonctionnement de la centrale de NYEMANGA. Cela fait 23 ans de stagnation de l'offre mais de croissance continue de la demande d'électricité- il suffirait d'observer l'extension des centres urbains et surtout de la capitale pour s'en rendre compte. Il en est de même pour l'eau dans la mesure où les ménages ainsi que les unités artisanales et industrielles installés dans les nouveaux quartiers demandent le raccordement à l'eau et à l'électricité.




Dans une situation où le prix du marché d'un produit est déterminé par l'interaction de l'offre et de la demande, celui-ci subit une pression à la hausse si la quantité demandée est supérieure à la quantité offerte. C'est dire que si les prix de l'eau et de l'électricité variaient en fonction de l'offre et de la demande, il y a longtemps que les prix auraient explosé.

Quand les prix sont administrés, comme c'est le cas pour les tarifs de la REGIDESO, l'excès de la demande sur l'offre entraîne l'administration des quotas. Dans le cas concret de la REGIDESO, l'égalisation de l'offre et de la demande se fait à travers le système de délestages qui permet aux différents quartiers d'accéder à l'électricité pendant seulement quelques heures. Ceci implique que si l'offre n'est pas significativement augmentée, le nombre d'heures d'accès à l'électricité ne fera que décroître au fur et à mesure que la demande va augmenter. Il est utile d'indiquer que, dans ces conditions, les attentes de la population ne pourront être satisfaites tandis que les plans et programmes de la Nation ne seront pas réalisés.

Il est donc impératif que la production d'électricité, et partant son offre, augmente dans l'intérêt de la population. Dans la mesure où une grande partie de l'eau potable distribuée, à Bujumbura surtout, est effectuée par pompage, l'accroissement de l'accès à l'eau nécessite également l'augmentation de l'énergie. La croissance économique et le développement ainsi que la lutte contre la pauvreté sont à ce prix. L'exploitation du Nickel de Musongati, par exemple, nécessitera plus que la capacité totale installée de l'ensemble de nos centrales hydroélectriques.

Le besoin de mobilisation des ressources publiques et privées en vue de l'augmentation de l'offre énergétique est évident. Les voies de mobilisation de ces ressources passent par une contribution significative de la population au service rendu. Ceci implique que les clients actuels de la REGIDESO doivent, pour éviter l'effritement du service qui leur est rendu mais aussi pour permettre aux autres une connexion au réseau de distribution de l'eau et de l'électricité, accepter une **hausse progressive des tarifs** de l'eau et de l'électricité.

Pour donner une idée de l'ampleur des subventions accordées aux consommateurs d'électricité et la hausse des tarifs qui serait nécessaire en dehors de ces subventions, il suffit de considérer que le coût d'un




kilowatt-heure (KWH), produit par les centrales thermiques, revient à environ 500 FBU. Comme ce même KWH est payé à 86 FBU pour les ménages consommant au niveau de la première tranche (moins de 20 KWH par période de 2 mois), la subvention est de plus de 80%. Le taux de subvention diminue au fur et à mesure que la consommation augmente parce que l'on estime que plus la consommation de l'eau et de l'électricité augmente, plus cela traduit que les bénéficiaires sont moins pauvres.

Le maintien des subventions à ce niveau obligera l'Etat d'accorder de plus en plus de subventions et privera la REGIDESO d'une des sources de mobilisation de ressources financières à investir dans l'extension des réseaux de distribution de l'eau et de l'électricité mais aussi dans l'entretien de ces réseaux. *A la longue, cela entraînerait une totale paralysie du secteur et les clients qui se plaignent, aujourd'hui de payer trop cher les produits de la REGIDESO en cas de hausse, se retrouveraient, à terme, sans ces produits ; ce qui serait plus grave.* Or, actuellement, la REGIDESO doit mobiliser les ressources à verser sur le compte IPSTE en guise de remboursement de la dette multilatérale qui lui a été rétrocédée par l'Etat lors de la construction des infrastructures que cette entreprise exploite. Compte tenu de l'importance des secteurs d'affectation de ces ressources dans la lutte contre la pauvreté, ne pas les mobiliser correspondrait à paralyser les programmes de lutte contre la pauvreté.

Le maintien des tarifs à ce niveau rendrait aussi impossible la mobilisation de ressources d'investissement privées dans le secteur de l'énergie. Après d'âpres discussions, une firme déjà présente au Rwanda et le Ministère de l'Energie et des Mines de la République du Burundi sont tombés d'accord pour que l'entreprise en question mette en place une infrastructure de production d'électricité qui sera versée sur le réseau de la REGIDESO moyennant paiement par cette dernière de 24 cents de dollar, soit environ 300 FBU, le KWH. En y ajoutant 25 à 30% de ce prix de marge pour la REGIDESO afin de payer le personnel et entretenir le réseau, le prix de vente hors-subventions ne saurait descendre en-dessous de 400 FBU.

La nécessité de la hausse étant posée – un comportement contraire serait suicidaire - il reste à analyser l'ampleur de la hausse qui a été opérée. Au demeurant, la REGIDESO a voulu mettre des tarifs qui

permettent de prendre en charge le projet ci-dessus indiqué sans nécessiter beaucoup de subventions de la part de l'Etat. La hausse des tarifs à plus du double en une fois a pu faire craindre ses clients d'autres hausses de même ampleur dans un avenir proche. Etant donné que ledit projet comme les autres dans le secteur prendra du temps de réalisation, *la REGIDESO pourrait fractionner la hausse des tarifs projetée, ...*

L'amortissement de la charge pour le consommateur passera par l'utilisation des lampes à faible consommation d'énergie. Le Gouvernement devrait mettre le paquet dans la sensibilisation des ménages sur les bienfaits du remplacement des tubes à forte consommation et ainsi tirer pleinement profit du projet de la Banque Mondiale qui appui la population en distribuant 3 lampes à faible consommation par ménages en remplacement de 3 autres à forte consommation.

Pour les entreprises en tant que producteurs de biens et services, le problème se pose en termes d'accès à l'énergie en quantité et qualité suffisantes mais aussi à des prix compétitifs par rapport aux pays voisins avec lesquels nous partageons le marché dans le cadre de l'intégration régionale. Le Burundi deviendra un déversoir des produits de la sous-région si les meilleures conditions d'établissement des investisseurs- et l'énergie de qualité en est une – ne sont pas assurées.

Du côté de l'offre, la REGIDESO serait également tenue d'assainir la gestion de ses dépenses de fonctionnement afin de ne pas grever le prix de revient du KWH et ainsi de mobiliser plus de ressources d'investissement dans l'extension des réseaux d'eau et d'électricité et l'entretien du réseau actuel qui serait sollicité davantage ».

V.4.3. Le point de vue de la REGIDESO

A l'issue des différents entretiens que la Commission a eus, celle-ci a aussi cherché à examiner attentivement le point de vue de la REGIDESO en ce qui concerne une éventuelle nouvelle grille tarifaire pour trouver une solution au problème actuel de l'énergie.




D'après la REGIDESO :

1° Une nouvelle tarification est nécessaire

Pour remplir sa vocation commerciale, la REGIDESO estime qu'elle devrait fixer les tarifs à un niveau supérieur à celui des prix de revient à moins que l'Etat n'accepte d'octroyer des subventions d'exploitation.

En effet, la tarification en vigueur est inadéquate car elle ne permet pas de couvrir les coûts de revient et dégager une capacité suffisante d'autofinancement. Depuis 1992, il était recommandé que les tarifs de la REGIDESO soient indexés annuellement à l'inflation pour permettre à l'entreprise de continuer sa mission. Et pour cause, la REGIDESO doit importer de l'énergie de la SINELAC, de la SNEL, ainsi que l'essentiel du matériel des projets et d'exploitation. Ces importations sont payées en devises fortes alors que la monnaie nationale ne cesse de se déprécier. L'inflation et la dévaluation affectent le coût de revient des produits. Les tarifs devraient donc s'ajuster en conséquence dans une logique tout simplement commerciale. Le constat est que les hausses tarifaires opérées jusqu'à présent n'ont pas encore permis de couvrir les prix de revient et dégager une marge bénéficiaire suffisante pour l'autofinancement. Ceci constitue le frein majeur au développement de l'entreprise.

L'actif net (fonds propres) continue à se dégrader d'une année à l'autre. Ce déséquilibre financier persistera aussi longtemps que les tarifs pratiqués par la REGIDESO resteront inférieurs aux prix de revient. L'entreprise ne peut plus honorer ses engagements notamment les dettes venues à échéance. De ce fait, les créanciers tels que la SNEL et la SINELAC ne sont pas régulièrement payés. Cela signifie que la REGIDESO fonctionne sur base des dettes à court terme non payées. La trésorerie ne peut pas couvrir les engagements à très court terme de l'Entreprise. Le résultat est structurellement négatif et se dégrade continuellement. Le chiffre d'affaires ne cesse de diminuer.

Le redressement de la santé financière de la REGIDESO passe par l'adoption et la mise en application d'une série de mesures susceptibles de ramener les équilibres rompus et rendre l'entreprise capable de générer des bénéfices. L'ajustement tarifaire est l'une de ces mesures. Le relèvement tarifaire est donc une voie obligée pour maintenir un



service minimum d'eau et d'électricité. Nous estimons que la nouvelle structure tarifaire devrait permettre de combler cet état de fait. L'eau est la vie, et l'électricité, la source de développement et nul ne peut s'en passer.

En outre, cette étude tarifaire fait partie des obligations de la REGIDESO contenues dans le Contrat Plan conclu entre la REGIDESO et le Gouvernement du Burundi sur recommandations de la Banque Mondiale, Bâilleur principal de la REGIDESO. Il est stipulé que le Gouvernement fera appliquer une politique de tarification de l'électricité et de l'eau qui doit assurer la pérennité de l'exploitation des deux services. Les assises de cette tarification devront permettre de couvrir les coûts d'exploitation et d'investissements de réhabilitation, d'extension et de renouvellement des équipements.

2° Brève analyse de la nouvelle tarification

Un élément important de la demande est l'estimation de la capacité de payer des abonnés et des personnes non connectées, les services doivent être en effet, abordables.

Une étude tarifaire a analysé tous les paramètres intervenant dans le tarif, afin de faire des propositions concrètes d'une nouvelle structure mieux adaptée et des niveaux de tarifs justes et acceptables pour les différentes catégories de consommateurs (*voir en annexe 1 la grille tarifaire proposée*). Le seul inconvénient est que la structure de tarification en plusieurs tranches rend très difficile la compréhension de la facture d'eau et/ou d'électricité en général et surtout pour les abonnés au système de prépaiement.

a) ELECTRICITE

La nouvelle structure tarifaire propose une hausse du tarif du kWh de la catégorie Basse Tension (BT) Ménage, de 41 à 73 BIF/kWh. La largeur de la 1^{ère} tranche (0-100 kWh) tient compte de la moyenne d'utilisation de l'énergie. Cette augmentation qui, d'emblée semble excessive, sera compensée par les avantages de l'utilisation des lampes à basse consommation qui ont été distribuées gratuitement aux clients de la REGIDESO. Le changement de mentalité quant à la gestion rationnelle de l'énergie (lampes allumées à longueur de journées, fer à repasser

resté branché sans utilisation, ...) permettra aussi de minimiser l'impact financier sur le portefeuille du client.

La catégorie BT Commerce (Petits artisans et Commerces) a, quant à elle, vu le tarif de la 1^{ère} tranche (0-200 kWh) diminuer, passant de 116 BIF/kWh à 93 BIF/kWh, soit une diminution de 23 BIF/kWh, pendant que celui de la 2^{ème} tranche (201-500 kWh) est passé de 127 BIF/kWh à 149 BIF/kWh, soit une augmentation de 22 BIF/kWh. La hausse du tarif de la 2^{ème} tranche est atténuée par la diminution de celui de la 1^{ère} tranche. Cette situation permet de minimiser l'impact financier de la nouvelle tarification sur le pouvoir d'achat des clients de cette catégorie.

b) EAU

L'ancienne tarification dégage un constat d'inadéquation en termes de Niveaux mais aussi de Structure tarifaires. Ceci est à l'origine de distorsions. A titre d'exemple, le tarif sur les Bornes Fontaines est de 224 BIF/m³ pendant que le tarif Ménage 1^{ère} tranche est de 86 BIF/m³ et celui de la 2^{ème} tranche, 182 BIF/m³.

Le tarif de l'eau potable aux bornes fontaines pour les populations les plus pauvres est supérieur au tarif social des abonnés ménages sans distinction des niveaux de revenus ou de consommation. Ainsi, pour plus d'équité, la nouvelle tarification a essayé de corriger cette distorsion et a proposé des tarifs similaires pour ces catégories de clients.

Avec l'ancienne structure tarifaire, le coût de 1 m³ d'eau est de 86 BIF, soit 1,72 BIF par bidon de 20 litres d'eau. La nouvelle tarification propose un tarif de 315 BIF/m³ d'eau pour les ménages, ce qui correspond à un prix de 6,3 BIF par bidon de 20 litres d'eau.

Sur les Bornes Fontaines (la majorité de la population s'y approvisionne), le tarif était de 10 BIF par bidon de 20 litres d'eau, soit un coût de 500 BIF/m³ d'eau. Pour cette catégorie, la nouvelle tarification propose un prix de 6 BIF par bidon de 20 litres d'eau, soit un coût de 300 BIF/m³ d'eau.

L'augmentation du coût par bidon d'eau de 20 l pour les ménages n'aura pas un impact néfaste, vu que les quantités d'eau nécessaires ont été

prises en compte lors de la fixation de la première tranche d'eau de la facturation (0-20 m³).

Selon les normes de l'Organisation Mondiale de la Santé, un volume de 20 l d'eau est nécessaire par jour et par personne en milieu rural et 40 l par jour et par personne en milieu urbain.

Pour un ménage en milieu urbain de 7 personnes (moyenne de calcul), la quantité d'eau nécessaire par jour pour tout le ménage est de :

$$7 \times 40 \text{ l} = 280 \text{ l d'eau/j}$$

Ce qui donne un volume d'eau par mois de :

$$280 \text{ l/j} \times 30 \text{ j} = 8400 \text{ l/mois.}$$

Or, la première tranche d'eau dans la nouvelle structure tarifaire est de 0-20 m³ d'eau, soit un volume d'eau de 20.000 l/mois, ce qui est au-delà des besoins mensuels en eau (8400 l/mois) d'un ménage en milieu urbain.

Ce petit calcul montre à suffisance que la nouvelle tarification n'aura pas d'incidence négative sur les conditions financières des clients de la REGIDESO.

3° Des mesures d'accompagnement s'imposent

Pour passer à la nouvelle tarification telle que proposée par la REGIDESO, des mesures d'accompagnement s'imposent pour en minimiser les effets sur les utilisateurs des services de fourniture d'eau et d'électricité. Il faudrait notamment :

- ❖ Une sensibilisation à la gestion rationnelle de l'eau et l'électricité par des messages à la TV, et à la radio.
- ❖ Une utilisation des lampes à basse consommation

Une campagne de distribution des lampes à basse consommation (LBC) a débuté avec le mois de mars aux clients de la REGIDESO dans le centre urbain de Bujumbura et bientôt, pour les clients des centres

urbains de l'intérieur du pays. Au départ, trois (3) LBC devaient être distribuées mais le client devait d'abord remettre trois ampoules (3) encore en bon état. Cette opération qui a malheureusement été interprétée comme étant un « troc » était nécessaire pour s'assurer que les LBC ainsi fournies étaient effectivement utilisées pour remplacer les anciennes. Par après, la direction de la REGIDESO a décidé de distribuer autant de LBC que les ménages avaient besoin.

Le gain d'énergie consécutive à cette mesure est indéniable, comme le montre ce petit calcul :

Une (1) LBC de 20 W est équivalente à une lampe à incandescence de 100 W, ce qui signifie une économie en puissance de 80 W.

Ainsi, pour un ménage qui a reçu 5 LBC, et pour une utilisation de 4 heures par jour, l'économie d'énergie est égale à :

$$5 \times 80 \text{ W} \times 4 \text{ h/j} = 1600 \text{ Wh/j, soit } 1,6 \text{ kWh/j}$$

Ceci signifie une économie mensuelle d'énergie de :

$$1,6 \text{ kWh/j} \times 30 \text{ j} = 48 \text{ kWh/mois.}$$

L'économie d'énergie ainsi réalisée permettrait d'atténuer l'impact financier de la nouvelle tarification sur le pouvoir d'achat des clients de la REGIDESO. En annexe 2, de plus amples informations sont fournies pour comprendre l'intérêt du programme de distribution par la REGIDESO des lampes à basse consommation d'énergie (LBC).

Le gain d'énergie due à l'utilisation des LBC, combinée à la gestion rationnelle de l'énergie seraient globalement bénéfiques au client qui devraient sortir gagnants de la nouvelle tarification.

Les effets positifs de l'utilisation de ces mesures d'accompagnement sont malheureusement masqués par le fait que les consommations seront prépayées, et par conséquent, il devient trop aisé aux détracteurs de la nouvelle tarification de minimiser les avantages qu'offriront ces mesures d'accompagnement. Pourtant ces avantages sont réels...




V.4.4. La nouvelle structure tarifaire proposée par la REGIDESO n'est pas une catastrophe mais une voie de sortie par rapport au problème de l'eau et de l'énergie

Malgré les appréhensions exprimées par les bénéficiaires des services de la REGIDESO et de la Société Civile, il s'avère incontournable d'aller vers la nouvelle structure tarifaire. Cela répond à une logique tout simplement économique et même sociale. Cela va aussi dans l'intérêt de notre pays.

En ce qui concerne l'électricité, si la moyenne des ménages consomment entre 0 et 100 KWh par mois, nous en déduisons que la facture mensuelle passera de 4100FBU à 7300FBU.

En appliquant strictement les mesures d'accompagnement qui feraient épargner au ménage 48 kWh/mois, la facture de 7300FBU reviendrait à ±3650FBU....ce qui serait plutôt un avantage.

Pour la catégorie des artisans et des commerces, le coût de l'électricité ne devrait pas peser très lourd. En effet, si comme cela transparaît dans la nouvelle structure tarifaire il y a diminution du prix du KWh pour la 1^{ère} tranche (0-200 kWh) et une augmentation dans les mêmes proportions pour la 2^{ème} tranche (201-500kwh), le poids de la nouvelle tarification ne devrait pas être lourdement ressenti ni sur les artisans et les commerces, ni sur leurs clients.

En ce qui concerne les industries qui utilisent 40% de l'énergie (*voir annexe 4 la structure des abonnés en eau et électricité*), l'ancien tarif était de 122FBU et on est passé à 104FBU/kWh.

Ici, on voit aussi qu'on ne devrait pas avoir des appréhensions sur un éventuel accroissement des prix sur les articles produits dans ces industries.

Par rapport au problème de l'eau, on sait d'après les données de l'ISTEEBU* qu'approximativement pour une ville comme Bujumbura :

* ISTEEBU, Enquête sur les indicateurs de développement (QUID 2001), p 39




- ❖ 1,4% des ménages s'approvisionnent en eau à partir de la source RUSENGO ;
- ❖ 36,6% des ménages s'approvisionnent à partir d'un robinet intérieur ;
- ❖ 58,6% s'approvisionnent à partir du robinet public ;
- ❖ 3,4% n'ont pas d'eau potable.

D'après les données de la REGIDESO, les 58,6% des ménages qui s'approvisionnent à partir du robinet public n'utiliseraient environ que 3% de l'eau fournie par la REGIDESO et à un prix bien élevé : 10FBU pour un bidon de 20L d'eau alors que les 36,6% des ménages qui s'approvisionnent à partir d'un robinet intérieur ont un bidon de 20L d'eau à 1,72FBU.

En faisant un raisonnement à partir de la ville de Bujumbura, on voit qu'il y a une situation d'injustice à corriger.

En effet, les ménages les plus pauvres ou les moins nantis qui sont les plus nombreux (58,6%) payent presque 6 fois plus cher l'eau par rapport aux ménages qui s'approvisionnent à partir d'un robinet intérieur. Ce qui, d'ailleurs, explique la faible quantité d'eau qu'ils utilisent. Peut-être en dessous de ce qui, théoriquement, est prévu par l'OMS comme moyenne.

La nouvelle tarification introduit donc un équilibre en faisant passer pour les ménages qui s'approvisionnent actuellement au robinet public à une tarification où un bidon de 20L d'eau qui coûtait 10FBU coûtera désormais 6FBU...

Cela pourrait augmenter le pourcentage des ménages ayant accès à l'eau potable et pourrait même augmenter la quantité d'eau à la disposition des ménages à faible revenu.

On peut par ailleurs penser que les 36,6% des ménages qui s'approvisionnent à partir d'un robinet intérieur ne vont pas vraiment pâtir de la hausse qui va être introduite au niveau de leur catégorie.



En effet, ces ménages passent de 1,72FBU par bidon à 6,3FBU par bidon.

En moyenne, compte tenu des besoins estimés par l'OMS, ces ménages payent actuellement une facture mensuelle de 661,5FBU pour l'eau. Avec la nouvelle tarification, et compte tenu des mêmes besoins, ils payeront pour leur consommation d'eau 2646FBU/mois.

En comparant le coût de l'eau pour les 2 catégories de ménages et en comptant sur l'éducation de la population à une meilleure utilisation de l'eau, il pourrait y avoir une utilisation plus rationnelle de l'eau et la nouvelle tarification ne devrait pas faire peur aux ménages.

Au delà de la ville de Bujumbura, parce qu'il faut raisonner au-delà de cette ville, la nouvelle tarification de l'eau, qui devrait permettre d'accroître les services de la REGIDESO en fourniture d'eau à la population, devrait réduire, au niveau des provinces, la population qui utilise l'eau insalubre en provenance des lacs, des rivières ou des ruisseaux.

D'après les données de l'ISTEEBU*, cette population qui utilisent l'eau insalubre est par exemple de :

- ❖ 22,4% à Bururi ;
- ❖ 27,9% à Cankuzo ;
- ❖ 21% à Makamba ;
- ❖ 34,5% à Kirundo ;
- ❖ Et 31,5% à Rutana.

Des considérations qui précèdent, la REGIDESO estime que la nouvelle tarification proposée en ce qui concerne l'eau et l'électricité ne devrait pas faire peur à la population.

* ISTEEBU, Enquête sur les indicateurs de développement (QUID 2002), p 39.



VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

La Commission Permanente chargée de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation, après analyse et synthèse des consultations menées, est arrivée à la conclusion et aux recommandations suivantes :

1° Il est difficile, voire impossible d'accélérer la croissance économique et la lutte contre la pauvreté sans résoudre, au préalable, l'équation de l'énergie.

2° Une nouvelle structure tarifaire est nécessaire pour l'équilibre financier de la REGIDESO et pour le maintien du service d'eau et d'électricité, ainsi que la possibilité de l'expansion des fournitures à d'autres clients. Sans la nouvelle tarification, une subvention équivalente nécessaire pour arriver à l'équilibre serait très importante et hors de portée du Gouvernement.

3° Par ailleurs, le rééquilibrage des grilles tarifaires est aussi nécessaire pour réduire la subvention de la consommation des ménages les plus favorisés tout en faisant attention au tarif social.

4° La nouvelle structure tarifaire dont nous avons souligné la nécessité devrait cependant être mise en place de façon progressive pour se donner le temps d'expliquer et donner le temps aux bénéficiaires des services d'intégrer le bien fondé de cette adaptation des prix .

5° Toutefois, à eux seuls, les tarifs ne peuvent pas tout résoudre. Il est impératif de l'accompagner par d'autres mesures telles que : une forte amélioration de la gestion de la REGIDESO, une réduction des pertes d'eau et d'électricité en vue d'une augmentation de la production, ... Il faudra aussi recouvrer les factures impayées.



A ces mesures, on pourrait ajouter les recommandations qui suivent :

1° Finaliser les textes d'application du cadre légal et réglementaire. L'exercice des activités dans le secteur de l'énergie est régi par plusieurs textes légaux.

Il s'agit notamment de la loi n° 1/014 du 11/08/2000 portant libéralisation et réglementation du service public de l'eau potable et de l'électricité au Burundi. Cependant, cette loi manque de textes d'applications et demeure par conséquent peu opérationnelle.

2° Adopter et mettre en œuvre une politique et des stratégies d'approvisionnement en eau et électricité pour les quartiers urbains les plus pauvres.

3° Sensibiliser les consommateurs à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le gaspillage de celle-ci dans un pays qui importe 40% de l'électricité doit être découragé.

4° Multiplier les ampoules à faible consommation et en faciliter l'achat dans l'intérêt de ses clients.

5° Encourager la promotion de l'habitat rural regroupé (villages ruraux). Un des obstacles majeurs à l'extension du réseau de la REGIDESO reste la dispersion des habitations dans le milieu rural.

6° Supprimer le principe de gratuité d'eau et d'électricité pour le personnel de la REGIDESO. Prévoir une indemnité raisonnable pour ce personnel.

7° Faire le point sur la situation financière de la REGIDESO et prendre des mesures pour une meilleure gestion (réformes/restructuration).

8° Fixer les conditions de performance qui devront être remplies par la REGIDESO avant d'autoriser les prochains niveaux de hausse des tarifs.

9° Ordonner le recouvrement immédiat des impayés de la REGIDESO et les réinvestir dans l'extension du réseau de distribution de l'eau et l'électricité.



10° Recourir aux dons et crédits pour la construction de nouveaux ouvrages hydroélectriques.

11° Adopter des mesures d'exonération des droits de douanes et taxes de transaction sur les équipements destinés à la fourniture de l'énergie.


12° Relancer la recherche appliquée et la diffusion des énergies renouvelables (solaire, éolien, biogaz,...) Redynamiser le Centre d'Etudes Burundais sur les Energies Alternatives (CEBEA).

13° Renforcer l'intégration régionale en matière d'énergie.

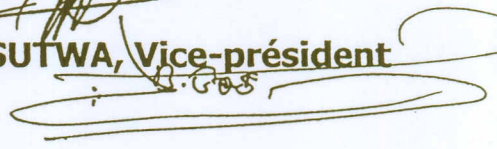
14° Mettre en place une stratégie de maintenance des ouvrages et installations appartenant à l'Etat, sans quoi la pérennité de ces dernières est remise en question.

Pour la commission,

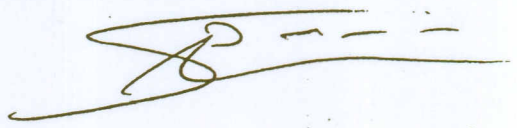
Honorable Bénigne RURAHINDA, Présidente



Honorable Bonaventure GASUTWA, Vice-président



Honorable Glorioso BERAHINO, Secrétaire



VII. ANNEXES

A handwritten signature in dark ink, located in the bottom left corner of the page. It consists of a series of loops and strokes, appearing to be a stylized name.A handwritten signature in dark ink, located in the bottom right corner of the page. It features a large, prominent loop followed by several smaller strokes, suggesting a name or initials.

ANNEXE 1:

GRILLE TARIFAIRE


ELECTRICITE

Basse Tension Ménage

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	Charges fixes
0 à 150 KWh	0 à 100 KWh	41	73	0
151 à 300 KWh	101 à 300 KWh	46	138	0
301 à 750 KWh	301 à 750 KWh	85	260	6497
751 kWh et plus	751 kWh et plus	127	260	6497

BT Commerce

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	Charges fixes
0 à 300KWh	0 à 200 KWh	116	93	3 989
301 à 1000 KWh	201 à 500 KWh	127	149	11 989
1001 kWh et plus	501 kWh et plus	137	190	23 983



Administration

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	Charges fixes
Tranche unique	Tranche unique	127	149	0

Eclairage Public

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	Charges fixes
Tranche unique	Tranche unique	127	151	0

DGHR

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(fbu)	Charges fixes
Tranche unique	Tarif unique	53		0

Client Moyenne Tension
Moyenne Tension avec puissance souscrite (PS) et pointe

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	charges
Prime de la PS(FBU/KW/Mois)	Prime de la PS(FBU/KW/Mois)	3 231	4 416	
Surprime de la PS (FBU/KW/Mois)	Surprime de la PS(FBU/KW/Mois)	6 462	8 832	
0 à 150 heures/Mois	-	122	-	
151 à 450 heures/Mois	-	77	-	
451 heures et plus	-	52	-	
	Heures pleines	-	134	0
	Heures creuses	-	93	0

Moyenne Tension sans puissance souscrite (PS) mais avec pointe

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	Charges fixes
Prime de la PS(FBU/KW/Mois)	Prime de la PS(FBU/KW/Mois)	3 231	7 754	
Surprime de la PS (FBU/KW/Mois)	Surprime de la PS(FBU/KW/Mois)	3 231	7 754	
Tranche unique	Tranche unique	122	104	0

Moyenne Tension sans puissance souscrite (PS) et sans pointe

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	Charges fixes
Tranche unique	Tranche unique	138	152	0

EAU

Ménage

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	Charges fixes
0 à 20 m ³	0 à 20 m ³	86	315	0
21 à 60m ³	21à 40m ³	182	613	0
61 à 90m ³	41 m ³ et plus	295	802	7 274
91 m ³ et plus	-	390	802	7 274

Commerce et Industries

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	Charges fixes
0 à 120 m ³	Tranche unique	373	609	26 581
121à 500m ³		392	-	
501 m ³ et plus		403	-	

Bornes Fontaines

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	Charges fixes
Tranche unique	Tranche unique	500	315	0

2.1.5 Administration

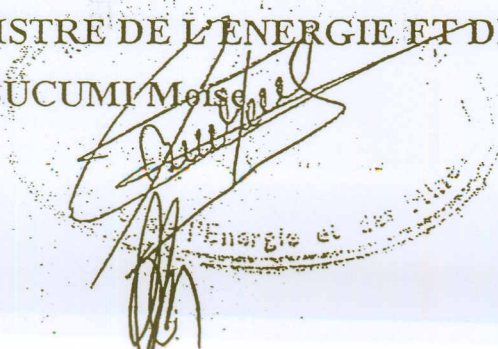
Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	Charges fixes
Tranche unique	Tranche unique	408	613	0

2.1.6 Clients Collectifs

Anciennes tranches	Nouvelles tranches	Ancien Tarif (FBU)	Nouveau tarif(FBU)	Charges fixes
0 à 1000 m ³ 1001 m ³ et plus	Tranche unique	357 370	613 613	0

LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DES MINES

Ir. BUCUMI Moise



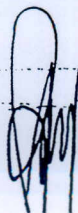
[Handwritten signature]

ANNEXE 2: Programme de distribution par la REGIDESO des lampes à basse consommation d'énergie (LBC)

- Nombre de lampes : 200 000 lampes à basse consommation d'énergie (LBC)
- 1 lampe LBC de 20 watts est équivalent à une lampe à incandescence de 100 Watt, donc une économie en puissance de 80 W
- Pour une utilisation moyenne de 4 heures par jour, l'économie d'énergie est égale à : $80\text{w} \times 4\text{h/j} = 320\text{ Wh/jour}$
- Par an: $320\text{Wh/j} \times 365\text{ j} = 115\text{ kWh/an}$
- Pour 200 000 LBC, l'économie d'énergie annuelle est de 23 000 000 kWh en énergie finale et l'économie en puissance installée est de 8 MW
- Sur toute la durée de vie des lampes (4ans), l'économie d'énergie est d'environ 100 000 000 kWh.
- Le potentiel de lampes pour éclairage au Burundi (ampoules et tubes néons) dans les secteurs de l'habitat et le reste des institutions est estimé à : 1 000 000 lampes
- Le potentiel annuel d'économie d'énergie réalisable est estimé à : 100 MWh soit en termes financiers à raison d'un coût de production du kWh de 10 c\$, une économie de 10 million de \$ par an
- Au niveau des consommateurs : l'économie serait de 4 à 5 million de \$.

Naceur Hammami : Consultant International en énergies renouvelables en efficacité énergétique- TUNISIE

Email : nacerhammami@gmail.com ou naceurhammami@gmail.com , tél : +216 20 45 85 73





ANNEXE 3 : LA STRUCTURE DES ABONNES EN EAU ET ELECTRICITE

1. ABONNES ELECTRICITE

Année	Abonnés totaux	Abonnés ménages	Abonnés MT -	Abonnés Commerce	Abonnés Eclairage Public	Abonnés DGHER	Abonnés Administration
2011	57.031	47.839	210	6.293	76	34	2.580
%	100%	83,9%	0,37%	11,04%	0,13%	0,06%	4,5%
Consommatio	100%	41,91%	40%	13%	0,09%	1%	4%

2. ABONNES EAU

Année	Abonnés totaux	Abonnés ménages	Abonnés Bornes fontaines	Abonnés Commerce industrie	Abonnés et Administration	Abonnés Clients collectifs
2011	45.742	40.266	320	3.203	1.755	197
%	100%	88%	0,7%	7%	3,8%	0,5%
Consommatio	100%	60%	3%	20%	10%	7%

2